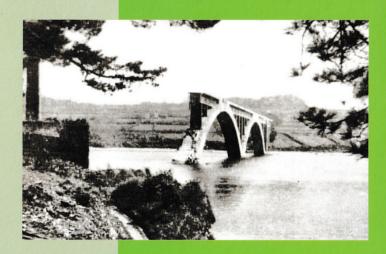
Marie-Claude Cassé-Castells
André Lapeyre
Claude Passepont
Marie-France Pérès-Runavot

Si mon père ou ma mère avaient été là...



Quatre pupilles de la nation reviennent sur leur passé

GRHI

CAIRN

PRÉFACE

L'intérêt de publier les quatre textes de Marie-Claude Cassé-Castells, André Lapeyre, Claude Passepont, Marie-France Pérès-Runavot, s'est imposé d'emblée pour les historiens de notre Groupe de Recherche en Histoire Immédiate.

Ce qui nous a d'abord frappés et séduits, c'est la diversité formelle des quatre approches. Certains auteurs, au terme d'une traque éprouvante, refusent toute construction, toute scénarisation, et préfèrent évoquer leurs premiers souvenirs tels qu'ils affleurent à la surface : brèves bribes décontextualisées, sans date, sans lieux précis. Les faits cités sont ceux enregistrés par la mémoire d'un enfant : une fête familiale, une tasse dans la mer ou la piscine, une fessée, un premier vélo... D'autres auteurs se sont sentis plus à l'aise dans des approches psychanalytique et monographique et livrent des récits explicatifs et détaillés.

Dans tous les cas, l'accouchement des souvenirs a été long et douloureux. Chacun a bien ressenti qu'en scrutant au plus profond de sa mémoire, il cherchait à reconstituer son identité. « Refaire le chemin pas à pas, confie C. Passepont, extraire les images qui sont restées, nettes et floues, pour recomposer le puzzle qui doit enfin m'identifier... Je n'arrive pas à vraiment rentrer dans le vif du sujet ». Ces difficultés intrinsèques à se remémorer leur passé ont été certainement accentuées par l'absence de toute trace matérielle des parents disparus; d'où l'extrême émotion de retrouver en 2002, à l'occasion d'un transfert de corps, l'alliance de mariage d'un père. Même lorsque les documents sont plus nombreux, et pour aussi modestes qu'ils soient, ils sont considérés

comme des trésors sans prix, de précieux repères qui jalonnent les souvenirs et les récits : rares photographies du père ou de la mère, et, plus chères encore, photographies en compagnie du père ou de la mère; fauteuil relax en rotin, robes maternelles, raquette de tennis du père... Quelques passages de lettres sont cités, mais, lorsqu'elles existent, ces correspondances sont, sans doute, jugées trop intimes pour être livrées en pâture au lecteur « extérieur »; on mentionne leur existence mais on les garde pour soi.

Très différents dans leur forme, ces quatre récits offrent à l'historien une même et belle moisson documentaire. Les faits particuliers, qui émaillent ces pages, surgissent, en effet, rarement bruts des mémoires individuelles; ils sont le plus souvent englués, enracinés dans le contexte général. Cela permet des témoignages ponctuels, rapides mais forts, sur la vie quotidienne de la France rurale de l'immédiat avant-guerre, de la guerre et de l'après-guerre : de la monoculture de la fraise et de l'électrification de la Bretagne occidentale aux tournées du facteur en carriole à âne en Ariège, ou aux cantines des écoles primaires de Gascogne... La Guerre, compte tenu des âges des auteurs, ne donne pas lieu à de longues dissertations, mais à de simples flashs : des Allemands qui s'installent dans une maison et distribuent du chocolat, des FFI qui surgissent d'un bois, brassard au bras et fusil en bandoulière, des Américains distribuant des chewing-gums, un bombardement, des restrictions alimentaires... En revanche, la dénonciation de la guerre, en tant que pire des fléaux, est sous-jacente à tous les récits; dans chacun d'entre eux, elle est maudite et flétrie : « Elle sépare et déchire, se plaint M-F Pérès-Runavot dans un poème introductif. Fait l'enfant orphelin... Elle fait de lui un oiseau suspendu à un fil... Elle coupe l'être en deux, séparant l'avant de l'après...»

Toutefois, le plus riche, le plus passionnant, dans ces récits, est d'y retrouver la trajectoire de quatre personnalités qui ont en commun d'avoir été placées, au tout début de leur existence, dans une situation anormale, et qui n'ont jamais pu, leur vie durant, réintégrer totalement le monde dont elles s'étaient senties exclues : « J'acquis dès mon enfance, observe M-

C. Cassé-Castells, la conviction que nous faisons partie d'une autre catégorie : celle des laissés pour compte ».

Dans tous ces récits de vie, deux phases apparaissent nettement : celle d'une destruction, suivie, plus ou moins tard, d'une reconstruction.

Au départ, la destruction est double : pas seulement le plus visible, la destruction de la cellule familiale par la mort des parents, mais aussi les dommayes – cachés – à la personnalité en formation.

Dans deux cas, la destruction de la cellule parentale est totale, père et mère disparaissant dans le tout jeune âge ou les premières années. Face au malheur absolu, la famille fait face, mais... pas toujours de bon cœur. Des soyers étrangers sont souvent plus accueillants; le traumatisme reste néanmoins total : « j'étais souvent seul » note laconiquement C. Passepont. Dans d'autres cas, la destruction est partielle puisque c'est le père seul qui disparaît. Le choc paraît moins grand, mais les rapports avec la mère se révèlent vite complexes, et les fonctions de cette dernière très lourdes à assumer : « Henriette, écrit M-C Cassé-Castells à propos de sa mère, était tout pour moi : ma mère, mon père, mon pilier, mon repère dans la vie ». Ces jeunes mères se trouvent face à des situations qui les dépassent, enfouies dans leur veuvage, paralysées par l'héroisme de leur mari - qui interdit ou freine tout remariage. Avec ces mères accablées mais courageuses et exigeantes, les relations se tendent au moment de l'adolescence : les jeunes supportent de moins en moins le poids du veuvage maternel, ce qui donne lieu parfois à des conflits pudiquement évoqués dans les récits.

Les quatre enfants et adolescents ne sont pas pour autant anéantis. Malgré obstacles matériels et carences affectives, et parfois à cause de ces difficultés, ils parviennent à survivre et, mieux, à organiser leur vie. Dans cette phase de résilience -plus ou moins longue, plus ou moins assumée selon les personnalités – ils ont la nette conscience d'avoir été aidés. A. Lapeyre se souvient avec reconnaissance d'un de ses maîtres d'école : « Aucun autre instituteur ne m'a laissé pareil souvenir. De lui, je me souviens des leçons de morale du matin, des dictées, de son

explication de la règle de trois. Par son enseignement, j'ai fredonné très tôt des chansons dont le texte s'appuyait sur des musiques classiques: la truite de Schubert, la Flûte enchantée et d'autres encore ». Plus souvent, c'est un membre de la famille – une grand-mère, une tante, un oncle – qui a compté et a, en partie, suppléé l'absence d'une mère ou d'un père. Deux institutions ont joué un rôle essentiel dans la construction-reconstruction de ces destins malmenés: l'Ecole et l'Armée. La première a été un « sauvetage », « un échappatoire » et un moyen de promotion pour les deux femmes, de même que la seconde pour les deux hommes.

* *

Lorsque j'ai rencontré pour la première fois les quatre auteurs, ils m'ont aussitôt demandé si je pensais que leur entreprise pouvait avoir un autre intérêt que pour eux-mêmes. Et, dès qu'il a été question de publication, leur interrogation est revenue, plus pressante encore. J'avoue n'avoir jamais bésité sur la réponse, tellement elle me paraissait évidente. Jusqu'à présent, en effet, les témoignages les plus fréquemment recueillis ont été ceux des adultes victimes de guerre (déportés, prisonniers...); ceux de leurs enfants sont plus rares, notamment ceux des pupilles de la nation et des victimes de guerre. Or, pour les bistoriens de la période contemporaine, il est essentiel de mieux connaître dans quelles conditions ces dizaines de milliers de jeunes Français ont vécu un drame familial, en ont été profondément marqués, et ont tenté de se reconstruire. Merci à Marie-Claude Cassé-Castells, André Lapeyre, Claude Passepont, Marie-France Pérès-Runavot, d'avoir répondu à cette demande, et tant mieux si ce travail de mémoire contribue à les apaiser.

Jean-François Soulet Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Toulouse-Le Mirail

INTRODUCTION

Le contexte historique

A la suite des premières commémorations organisées pour le cinquantenaire du débarquement des forces alliées en France, J. Chirac, nouveau Président de la République, accomplit l'acte essentiel de reconnaissance des responsabilités françaises dans le génocide et la déportation des Juifs. Les phrases sont sans détour : « La folie criminelle de l'Occupant a été secondée par les Français, par l'Etat Français... la France, patrie des Droits de l'Homme, terre d'accueil et d'asile, la France, ce jour-là, accomplissait l'irréparable... Nous avons à leur égard une dette imprescriptible. » Ce discours prononcé le 16 juillet 1995 lors de la commémoration de la rafle du Vel'd'Hiv'en 1942, montre comment, en mettant en avant certains faits plutôt que d'autres, la mémoire officielle est utilisée comme un moyen d'action pour le présent. Mais surtout, le Président souhaite mettre un terme au temps où « les Français ne s'aimaient pas », selon l'expression de G. Pompidou. Cette amnistie, véritable thérapie collective, constitue une forme d'organisation de l'oubli et un moyen d'apaisement des tensions du passé dans le but de construire l'avenir. Si l'on prend également en compte la repentance formulée par l'Eglise de France en octobre 1997, la discrimination est maintenu et justifié, aboutissant même à la création de nouvelles catégories! Depuis cette date, des négociations ont été menées jusqu'en octobre 2009 au sein d'une Commission rassemblant les représentants des administrations concernées, de plusieurs associations de pupilles et des Anciens Combattants. La Commission a élaboré plusieurs scénarios qui seront présentés au Gouvernement et débattus à l'Assemblée nationale, en principe, en 2010.

Cette étonnante reconstruction législative de l'histoire récente de la France a immédiatement ouvert la voie à de nombreuses revendications sectorielles (par exemple de la part des survivants du STO s'estimant lésés dans la progression de leur carrière ou de certains Juifs mettant en cause le rôle de la SNCF dans le transport de leurs familles). Mais elle a eu pour effet inattendu de faire émerger, à travers les associations récemment créées, non pas un collectif de « victimes insatisfaites » mais des groupes d'individus qui partagent une communauté de destin, se rencontrent pour la première fois, rompent le silence et parlent de leurs vies, de leur enfance, de leur adolescence dans la période de l'après-guerre... plus d'un demi-siècle après. C'est autour de ce travail individuel et collectif de la construction d'une mémoire sociale que repose le projet présenté ici.

Le projet

Le 16 décembre 2006 a eu lieu à Bonrepos-sur-Aussonelle, la première réunion départementale de l'ANPNOGD concernant la Haute-Garonne. Au-delà du combat politique mené par l'association à l'échelon national, une poignée de

orphelins de la Deuxième guerre mondiale s'interroge: « En quoi nos destinées ont-elles été marquées par la mort violente de nos parents survenue lors (ou à la suite) du conflit? Quelles ressources matérielles et symboliques avons-nous mobilisé pour construire nos chemins de vies dans la société de l'après-guerre? Au moment où les médias banalisent la violence de la guerre, n'est-il pas important de porter témoignage sur le vécu des enfants après un conflit violent, puisque le silence et l'indifférence générale remplacent rapidement la rumeur de l'événement survenu? »

Lors de rencontres qui ont eu lieu entre janvier et mars 2007, un groupe de sept personnes a raconté les circonstances dramatiques du décès de leur parent et les difficultés rencontrées à certains moments de leur vie. Ressortent de ces témoignages spontanés quelques faits marquants :

Tout d'abord, l'émotion extrêmement forte provoquée par cette réminiscence. L'idée que « tout était parti de là », que l'événement avait définitivement changé les trajectoires de vie des pupilles et qu'il avait fallu s'en accommoder, « faire avec ». Au-delà du manque, du vide provoqué par cette disparition, la violence des circonstances de cette mort est unanimement décrite (même si les enfants n'y ont pas assisté pour la plupart) : mort dans les bombardements, lors de la campagne de 1939-1940 sur les champs de bataille français ou dans les colonies, disparition dans les combats menés par la Résistance... Pire, certains ne savent que fort peu de choses sur cette disparition et continuent à s'interroger. D'autres, ont obtenu le statut de pupille depuis moins de dix ans à force de se battre pour dénoncer les erreurs administratives commises soixante ans plus tôt. La prise de parole est facilitée du fait que chacun s'adresse à des compagnons qui ont vécu les mêmes souffrances physiques ou morales. Certains récits, hésitants, cherchent des fragments de mémoire enfuie; d'autres, d'une voix blanche, racontent l'inimaginable. Ceux qui parlent le font visiblement pour la première fois devant un public associatif. Même les non-dits prennent du sens dans ce lieu de parole.

Apparaît également et sans surprise, le rôle joué par les familles tout au long de leur enfance (grands-parents, oncles et tantes, etc.). Mais ce qui frappe ce sont les grandes inégalités survenues dans la permanence et les modalités de ce soutien : certains sont passés de famille en famille, d'autres ont connu des structures d'accueil successives, d'autres encore ont été amenés à soutenir très tôt leur famille déstructurée. La réalité se révèle très complexe.

Pas de misérabilisme dans les propos, mais l'idée omniprésente de la marginalisation économique et sociale dans une période d'expansion comme « les trente glorieuses », revient de façon récurrente : « Nous n'étions pas comme les autres ». Et, de fait, les trajectoires professionnelles, loin d'être linéaires, se révèlent pour certains tourmentées et pleines de bifurcations. En règle générale, aucun pupille n'a bénéficié d'une aide spéciale de l'Etat pour poursuivre des études ou pour démarrer un projet professionnel.

Chez certains, l'héritage des valeurs qui ont motivé l'engagement de leurs parents dans les combats reste fort et la représentation qu'ils s'en font semble avoir guidé leurs engagements associatifs ou professionnels. Pour d'autres, c'est le culte de l'absent (parfois du héros), sans cesse renouvelé au sein des familles lors des anniversaires, des visites au cimetière et des commémorations officielles qui fut particulièrement lourd à porter.

Mais tous s'accordent sur le silence social qui a entouré l'événement marquant de leur jeune vie après la Libération. « Les gens étaient occupés à vivre et ce qui s'était passé n'intéressait plus personne ». Dans les familles, la pudeur empêche de parler de sa peine et du malheur parfois accumulé au cours des deux guerres mondiales. Ailleurs, ce sont les engagements contradictoires pris lors du conflit qui imposent un silence plus lourd encore. En règle générale, pour les plus jeunes enfants nés au moment ou après la disparition de leur parent, il a été extrêmement difficile de se faire une représentation précise du disparu. Comment se construire à partir d'un tel silence à la fois familial et social? Certains pupilles l'ont vécu comme un véritable « traumatisme » conduisant au silence pour les uns, pour d'autres à la révolte ouverte contre l'injustice de la situation qui leur était faite.

Ceci explique que, beaucoup plus tard, lorsqu'ils en ont eu le temps, de nombreux pupilles aient entamé des recherches sur les conditions dans lesquelles ont vécu et sont morts leurs parents; ils ont tenté de retrouver des témoins, des objets ou des écrits, ont parfois revisité leurs lieux de vie... Il s'agit donc, pour chacun d'eux, de « savoir qui étaient ses parents vivants », de s'engager dans la « quête essentielle » qui consiste à rechercher les racines à partir desquelles il est possible de construire sa propre mémoire identitaire. Les tentatives de chacun dans ce domaine sont très différentes car elles se heurtent à une triple contrainte : celle des sources plus ou moins abondantes, souvent fragmentaires et longtemps inaccessibles, celle de la disparition progressive des témoins... mais surtout le manque de méthode de travail. Où chercher? Par quel bout commencer? Où trouver les témoins et comment les faire parler? Quel sens donner à tel document relatant des faits épisodiques? A tel paysage encore intact un siècle après? Et surtout, quelle réalité va-t-on trouver derrière cette quête?

En conclusion de ces premières réunions, la délégation de la Haute-Garonne a insisté sur le fait qu'au-delà de la comptabilité des morts, des veuves et des pertes matérielles, toute guerre se mesure aux conséquences à moyen et long terme qu'elle entraîne sur les jeunes générations qui ne l'ont pas vécue, mais ont du s'en accommoder. Or qui peut mieux que les pupilles de la nation parler de la manière spécifique dont ils ont été amenés à construire leurs trajectoires de vie?

Quatre d'entre eux, Marie-Claude Cassé-Castells, André Lapeyre, Claude Passepont, Marie-France Runavot-Perès se sont attelés à la tâche. C'est à partir de leur propre histoire qu'ils proposent d'apporter un témoignage sur la manière dont ils ont vécu dans la société de l'après-guerre. D'écrire en quelque sorte quelques lignes d'une page restée socialement « silencieuse ». Ce témoignage est destiné à leur famille mais aussi à enrichir la connaissance de cette période. Comment s'y sont-ils pris? Laissons-leur la parole.

La méthode de travail

Nous avons d'abord précisé ce que nous voulions absolument éviter. Nous avons refusé d'entrer dans le crime de guerre, dans sa barbarie par le biais d'une religion civile mémorielle où certaines victimes seraient réifiées, reconnues, désignées comme telles, médiatisées en quelque sorte sous le sceau de la compassion et de la pitié. Cette posture nous paraît dangereuse car elle entraîne des effets pervers à long terme. Tout d'abord, le risque est grand de voir se développer désormais en France une concurrence entre mémoires victimaires où chacun voudra sa part de tragédie. Mais aussi le risque de voir s'ériger en histoire officielle un ensemble de bonnes intentions auquel aucun jeune n'adhérera. Nous avons voulu au contraire témoigner, au sein d'une histoire politique et sociale riche, vivante et contradictoire, comme la pratiquent

les historiens de métier, que la tragédie de la guerre (dont les outils se sont considérablement perfectionnés en ce début de troisième millénaire) concerne en réalité l'ensemble de la société française sur plusieurs générations et l'Humanité toute entière.

Puis on a commencé à rassembler tout ce qui pouvait raviver notre mémoire : d'abord les souvenirs personnels, bien vivants ou parfois occultés, dont la datation fut souvent difficile à établir; il y eut aussi la reconstitution partielle de la mémoire familiale à travers des témoins lorsqu'ils voulaient bien participer à notre projet; la recherche d'objets qui pouvaient avoir un sens; mais ce furent les photographies retrouvées et la correspondance de l'époque lorsqu'elle existait, qui constituèrent notre guide le plus précieux. Enfin, certains d'entre nous n'hésitèrent pas à solliciter la mémoire des lieux qu'avaient fréquenté leurs parents ou bien celle de leur enfance. D'autres parvinrent à retrouver quelques amis ou relations de leurs parents encore vivants. La presse régionale a fourni également des informations sur le déroulement de certains événements dramatiques et l'état des régions après la guerre.

Bref, nous avons fait feu de tout bois et au bout d'un certain temps nous avions un ensemble de sources documentaires, certes vacuolaires, mais plutôt précises. Comment organiser tout cela de manière à donner du sens à notre mémoire individuelle? Quel rôle faire jouer au groupe de travail? C'est en 2008 que nous avons sollicité l'aide de scientifiques spécialistes du domaine qui nous concernait. En effet, notre projet nous semblait présenter un double intérêt pour les Sciences humaines et sociales :

D'un point de vue social et identitaire

Le constat est fait depuis longtemps : la France est le seul pays au monde à avoir autant de dates officielles liées à des événements de la Deuxième guerre mondiale : 27 janvier, libération d'Auschwitz et commémoration de la libération des camps, 26 avril, journée de la déportation, 8 mai, capitulation de l'Allemagne, 18 juin, appel du Général de Gaulle, 16 juillet, rafle du Vel'd'Hiv'. Autant d'événements amplifiés par la récente résurgence de la Première guerre mondiale dans la mémoire officielle. A ces dates, il faut ajouter les manifestations à caractère exceptionnel, les cérémonies locales comme les libérations de villes, les commémorations de combats comme ceux du Vercors, des Glières... Une société qui se penche avec autant d'obstination sur son passé, n'a-t-elle pas quelque inquiétude sur son avenir? Le phénomène est particulièrement net en ce qui concerne le Deuxième conflit mondial « ce passé qui finalement ne passe pas ».

Notre sollicitation est donc allée vers les sociologues préoccupés par les questions de constructions identitaires tant individuelles que collectives. Nous l'avons dit, les ressources que nous mobilisons pour (re)construire nos souvenirs, notre lignée ou notre héritage familial, sont extrêmement variées pour ne pas dire disparates. Cependant, les « récits de vie » y occupent une place privilégiée : ils sont utilisés par tous pour évoquer notre propre trajectoire, les rencontres qui ont compté dans nos vie, en un mot l'ensemble des valeurs et des représentations qui ont influé sur notre comportement et la construction de notre existence. Tout se passe comme si, en se racontant à l'autre, on se construisait un peu soi-même. Or, la méthode de l'entretien socioanthropologique ne s'invente pas; elle obéit à des règles précises dans le but de recueillir des informations sur la ou les questions que se posent le chercheur et le groupe de travail avant

d'entreprendre l'entretien. C'est cette méthode que nous avons souhaité mettre en œuvre avec les sociologues au sein du petit groupe avant d'élargir nos investigations.

D'un point de vue historique

Très récemment et pour la première fois dans les programmes d'histoire de l'enseignement secondaire, le thème de la mémoire apparaît explicitement. A la question sociale posée plus haut, répond une évolution historiographique qui fait de la mémoire et de ses difractions l'un des objets d'études favoris des historiens de l'histoire immédiate ou du temps présent depuis deux ou trois décennies. De la quête des enchaînements factuels, on glisse vers l'histoire des représentations. Les travaux de Paul Ricoeur (plus particulièrement *Temps et récit et La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*) et ceux de Pierre Nora (*Les lieux de mémoire*) sont les deux grandes balises éditoriales de cette mutation épistémologique.

La question autour de laquelle se structure notre projet, nous semblait s'inscrire dans cette perspective. En effet, à travers la mémoire que nous investissions, notre propre mémoire, nous ne souhaitions pas maintenir un lien fusionnel avec le passé, de façon à ce que celui-ci demeure intact, ni établir « un long dialogue avec la mort » (qui peut aller jusqu'au délire identitaire), mais plutôt apporter un témoignage sur le passage, l'articulation, entre trois générations : celle qui a vécu et fait la guerre et celle qui en a subi les conséquences immédiates sous différentes formes mais aussi celle de nos enfants. C'est donc bien à partir de nos mémoires individuelles que nous souhaitions rejoindre la mémoire collective de faits socio-historiques plus généraux.

Nous avons fait appel au savoir-faire de l'historien car il nous a semblé qu'il pouvait nous aider à retrouver et organiser

les fragments souvent très riches mais ponctuels de nos histoires personnelles (en particulier par la mobilisation de sources communément utilisées dans ce type d'exercice proche de l'autobiographie). Mais surtout, nous avons souhaité que le regard distancié, extérieur des chercheurs, parvienne à dégager des problématiques transversales, des questionnements plus vastes qui permettent à nos aventures individuelles de prendre du sens et de rejoindre une Histoire plus générale. En somme nous avons demandé à l'historien de nous aider à « prendre de la distance » mais aussi de jouer le rôle d'un « passeur de mémoire » : en mettant l'accent sur tel ou tel aspect de nos trajectoires vécues, l'historien peut, *in fine*, faire émerger une forme de passé dans le présent.

Ainsi, avec l'appui des chercheurs, nous avons pu recueillir nos histoires de vie, les commenter ensuite au sein du groupe de travail, confrontant le « dit » d'un seul à la discussion de tous, afin d'éviter la juxtaposition de quatre monologues et de nous permettre de « faire du lien » entre ces polyphonies narratives sans en lisser les contradictions, sans combler systématiquement les trous, sachant bien qu'elles ne pouvaient être que des ré-interprétations du passé pour chacun d'entre nous. Enfin, nous avons souhaité agir, c'est-à-dire inscrire notre récit concret et symbolique comme acte politique, en passant au stade de l'écriture. Car, pour nous, il est essentiel et urgent que l'Etat français rétablisse le statut unique des pupilles de la nation : c'est une question de dignité pour nous-mêmes et nos parents disparus.

Cependant nous sommes tout à fait conscients de la portée limitée de cette expérience, ne serait-ce que par le nombre restreint de l'échantillon observé. De même, d'autres écritures, par exemple filmiques, auraient pu être choisies si nous les avions maîtrisées. Au travers des postures, des regards et des silences des narrateurs, les images auraient certainement permis

de lever une partie du voile... sur la face cachée de ce qui n'a pu être dit ici.

Mais enfin! Nous avons finalement pratiqué un exercice qui ne nous était pas familier: celui du « temps raconté » qui nous a permis de construire de la mémoire collective autour d'un groupe minoritaire, celui des pupilles de la nation, orphelins de guerre afin de conforter une identité commune récemment découverte et déjà menacée. Peut-être, d'autres, en lisant cet ouvrage, s'engageront-ils dans la même voie?

Nous remercions ici les chercheurs et les laboratoires de l'Université de Toulouse II qui ont considéré favorablement notre proposition de travail. Tout d'abord Jean-François Soulet, Professeur d'Histoire, fondateur et membre du « Groupe de Recherche en Histoire Immédiate », aujourd'hui intégré au Laboratoire FRAMESPA du CNRS. Après nous avoir écoutés et vivement encouragés dans notre démarche, il nous a proposé une grille de lecture commune, et régulièrement suivis au cours des années 2008 et 2009. Son groupe de recherche nous a donné l'occasion de faire plusieurs séances de synthèse devant le public de l'Université du Temps libre et celui des étudiants en histoire immédiate du Master 2. Enfin, il a assuré la coordination de notre ouvrage. Nous remercions également Anne-Marie Granié, Professeur de sociologie, Directrice de l'Unité Mixte de Recherche « Dynamiques rurales » qui, après nous avoir initiés à la méthode de recueil des récits de vie, a relu et annoté précisément nos écrits.

Sans eux, nous n'aurions pu aboutir. Nous leur adressons toute notre gratitude.

Marie-Claude Cassé-Castells